

# l'insécurité II, le retour !

**Rentrez vos enfants. Fermez vos volets. Des hordes barbares tout de noir vêtus cagoulés et armés envahissent les rues de notre beau pays : après Strasbourg pour le sommet de l'OTAN ils ont débarqué en octobre à Poitiers. Heureusement, nos ministres ont héroïquement riposté pour défendre la veuve et l'orphelin en annonçant dès le lendemain des « incidents » la création d'un fichier pour surveiller ces rebelles—insoumis—terroristes d'ultra-gauche, cette racaille anti-France sans doute étrangère. Tout ce déchaînement sécuritaire pour... 18 vitrines cassées! Les « émeutes » de Poitiers ont été montées en épingle et ne sont qu'un nouveau prétexte pour imposer une société de surveillance et de répression.**

Actualité, réflexions et débats, lisez le mensuel

ALTERNATIVE  
LIBERTAIRE



Lieux de vente dans la région sur:

[www.al-alsace.tk](http://www.al-alsace.tk)

Table de presse: mercredi, 12h30-14h30, patio de l'Université, Strasbourg.

Vente: 2<sup>ème</sup> samedi du mois, place du marché à Neudorf, 10h45-11h45.

Lettre de d'infos AL en Alsace, inscription sur:

[alterlib.alsace@gmail.com](mailto:alterlib.alsace@gmail.com)

Abonnement: chèque à l'ordre d'Alternative libertaire 20€ pour un an ou 15€ tarif réduit (chômage, précarité, étudiantes), 30 € tarif international.

## Surveiller plus...

Strasbourg était déjà la deuxième ville la plus vidéosurveillée de France. Le récent sommet de l'OTAN n'a fait qu'amplifier cette politique : on compte désormais plus de 300 caméras dans les espaces publics de Strasbourg. Coût estimé pour la CUS: 16 millions d'euros !

Cette méthode qui fait l'unanimité chez les partisans de l'ordre moral et social, de la « gauche » à l'extrême droite (au point que le ministère de l'intérieur veut tripler le nombre de caméras en France d'ici à 2011), n'a pourtant jamais démontré son efficacité. C'est ce que montre un rapport publié récemment au Royaume-Uni, pays le plus vidéosurveillé au monde avec une caméra pour 15 britanniques, ce que le chef de la police de Londres a qualifié de « véritable fiasco ».

Comment penser que la surveillance vidéo aiderait la police à réagir lorsqu'un délit se commet alors qu'à Strasbourg par exemple, un opérateur doit surveiller seul, huit heures durant, plus de 50 caméras? Comment prétendre que les caméras dissuaderaient les auteurs de délits alors qu'il leur suffit d'agir hors de la zone surveillée et que la majorité des délits sur la voie publique sont commis de façon impulsive, sans réflexion préalable sur la présence de caméras?

Comment croire que ces caméras nous protègent alors qu'elles sont judicieuse-



ment situées dans les zones touristiques et commerciales?

Mais nous ne sommes pas filmés que dans les espaces publics. Aujourd'hui la vidéosur-

veillance s'insinue discrètement sur

le lieu de travail. On surveille les caissières dans les supermarchés, les employés lorsqu'ils doivent pointer ou les conversations des téléopérateurs et téléopératrices (près de 280 000 caméras sont déjà installés sur des lieux de travail en France). Que ce soit les dizaines de caméras installées pour nous protéger des « casseurs » de l'OTAN et qui perdurent aujourd'hui ou l'espionnage généralisé des salariés pour améliorer le service au client, toutes les justifications ne sont que des prétextes fallacieux pour nous fichier tous et toutes.

## ... pour punir plus!

Car, en plus des caméras, nos dirigeants possèdent aujourd'hui un véritable arsenal autoritaire qui permet de contrôler des populations jugées suspectes de plus en plus larges. Les militants et militantes de gauche sont régulièrement arrêtés et fichés, comme lors de l'OTAN à Strasbourg, alors que les procès qui ont suivis ont démontré qu'ils

Anticapitalisme  
Solidarité  
Autogestion

n'étaient pas coupables des accusations délirantes qu'on leur reprochait ! Des délégués syndicaux sont de plus en plus souvent poursuivis et condamnés par la justice pour des actions politiques, comme certains leaders du LKP en Guadeloupe ou les six ouvriers de Continental. De nombreuses manifestations sont empêchées voire carrément réprimées par la police sur ordre de politiciens locaux ou nationaux, comme la manifestation anti-nucléaire du 3 octobre dernier à Colmar.

### Préserver l'ordre... mais lequel ?

L'Etat, en imposant une politique de la peur, tente de décourager toute résistance à sa politique économique et sociale. Il est tellement plus facile de s'acharner sur les étrangers et étrangères, désignés comme la source de tous les maux en les chassant de la « jungle » de Calais, les renvoyant sur le pavé et en expulsant des réfugiés en Afghanistan alors même que l'OTAN organise des simulacres d'élections pour intensifier sa politique de guerre néo-coloniale. Il est tellement plus facile d'annoncer un débat sur l'identité nationale et recycler les idées démagogiques d'extrême droite plutôt que de s'occuper des vrais problèmes ! Va-t-on encore criminaliser la pauvreté en imposant des caméras et des flics pour lutter contre les vols de nourritures en supermarchés qui ont augmenté de 3,6% cette année ? Va-t-on continuer à harceler et menacer les militantes et militants qui aident les sans-papiers à survivre et à lutter pour retrouver un minimum de dignité, au nom du tristement célèbre délit de solidarité ?

### Toutes et tous suspects !

La répression des opposants et opposantes et des sans-papiers n'est qu'une des pierres dans un vaste édifice sécuritaire bâti par nos gouvernants au cours des dernières décennies. Chacune et chacun d'entre nous doit accepter d'être filmé, espionné au travail, de subir un test ADN ou d'être constamment traqué par des puces électroniques, puisque nous n'avons rien à nous reprocher !

#### Qui sommes-nous ?

Nous sommes **communistes** et **libertaires**, et combattons le capitalisme et les oppressions qu'il engendre.

Le **communisme** n'a rien à voir avec le système étatique d'exploitation de l'ex-URSS. Il vise l'abolition des privilèges et de l'exploitation née de l'appropriation des moyens de productions par quelques individus.

Nous voulons nous débarrasser des **hiérarchies**, qui permettent à une classe de s'accaparer les pouvoirs !

Ce changement de société ne peut s'opérer que par le renversement **révolutionnaire** du capitalisme par l'ensemble des exploités !

## BIG BROTHER



IS WATCHING

YOU

### Mais que faire de la police ?

Les exemples américains ou britanniques nous prouvent que la multiplication des fichiers, des caméras de vidéosurveillance, de l'armement policier (*taser* et autres *flash-ball*) ou l'alourdissement des peines n'ont jamais fait diminué la criminalité ou la délinquance, mais ont multiplié les violences policières ! En se concentrant sur les seuls petits délits de la voie publique, plus visibles et plus rentables électoralement, la politique sécuritaire ne fait qu'accroître les tensions, pousser les populations les unes contre les autres et rendre l'espace public encore plus anxiogène !

Comment peut-on combattre la délinquance quand les habitants d'un même territoire se sentent appartenir à deux mondes différents et opposés ? La seule politique efficace de sécurité ne passe pas par le recours à une police toujours plus puissante, chargée de régler nos problèmes à notre place, mais par la création de liens égalitaires et conviviaux entre tous et toutes.

En recréant une communauté unie qui gère collectivement et démocratiquement son territoire, on se donne les moyens d'éviter les comportements dangereux !

Ces stratégies de surveillance généralisée se déploient notamment sur Internet, comme le montrent les récents débats sur la loi Hadopi. Mais elles envahissent bien d'autres aspects de nos vies. Grâce à la nouvelle carte d'étudiant munie d'une puce RFID, les autorités de l'Université de Strasbourg peuvent désormais surveiller les dépenses et les déplacements des étudiantes et des étudiants et ont constamment accès à leurs données confidentielles qu'elles n'hésitent pas à vendre aux entreprises privées qui fabriquent les cartes (dont le groupe BNP Paribas). C'est là un des gros avantages de cette politique sécuritaire: elle ouvre un marché énorme et en constante expansion pour des entreprises qui ne trouvaient jusqu'alors des débouchés que dans les prisons et les bases militaires.